

**Assemblée générale**

Distr. générale
4 avril 2017
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session

Point 160 a) de l'ordre du jour

Financement des forces des Nations Unies chargées**du maintien de la paix au Moyen-Orient : Force****des Nations Unies chargée d'observer le désengagement**

**Force des Nations Unies chargée d'observer
le désengagement : rapport sur l'exécution du budget
de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017
au 30 juin 2018**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2015/16	51 706 200
Dépenses de 2015/16	51 067 600
Solde inutilisé de 2015/16	638 600
Crédit ouvert pour 2016/17	47 714 100
Montant estimatif des dépenses de 2016/17 ^a	56 898 100
Montant estimatif du dépassement de crédit de 2016/17 ^a	9 184 000 ^b
Projet de budget du Secrétaire général pour 2017/18	62 276 000
Recommandation du Comité consultatif pour 2017/18	61 378 700

^a Montant estimatif au 31 janvier 2017.

^b Avant d'établir la version définitive du présent rapport, le Comité consultatif a approuvé des engagements d'un montant ne dépassant pas 8 829 400 dollars pour financer les dépenses supplémentaires de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement en rapport avec le retour au Camp Faouar jusqu'au 30 juin 2017, le montant total des ressources disponibles étant d'environ 56,54 millions de dollars pour l'exercice en cours.



I. Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport, aux paragraphes 28, 39, 41 et 44, des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qui aboutiraient à réduire de 897 300 dollars l'enveloppe proposée par le Secrétaire général dans son rapport sur le projet de budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 (A/71/781). On trouvera également dans les paragraphes qui suivent les recommandations et observations que le Comité a jugé utile de faire sur certaines questions.

2. À l'occasion de l'examen du rapport, le Comité consultatif a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 17 mars 2017. La liste des documents que le Comité a examinés et de ceux dont il s'est servi pour examiner le financement de la Force est donnée à la fin du présent rapport. On trouvera dans les rapports correspondants du Comité et aux paragraphes 9 et 10 ci-dessous ses observations détaillées et ses recommandations concernant les conclusions du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (voir A/71/845 et A/71/836, respectivement).

II. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016

3. Dans sa résolution 69/301, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 51 706 200 dollars (montant net : 50 303 600 dollars) destinés à financer le fonctionnement de la Force pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres. Le montant brut total des dépenses de l'exercice s'est établi à 51 067 600 dollars (montant net : 49 763 900 dollars), soit 638 600 dollars (montant net : 539 700 dollars) de moins que le crédit ouvert par l'Assemblée, ce qui correspond à un taux d'exécution du budget de 98,9 %.

4. Le tableau figurant à la section III.A du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la FNUOD (A/71/631) indique que les dépenses engagées pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 ont été moins élevées que prévu en raison d'une sous-utilisation des crédits au titre des contingents (3 618 300 dollars) et du personnel civil (450 100 dollars), contrebalancée par un dépassement des crédits au titre des dépenses opérationnelles (3 429 800 dollars).

5. L'analyse des écarts figure à la section IV du rapport du Secrétaire général. La sous-utilisation des crédits au titre des contingents s'explique principalement par le fait que moins de militaires que prévu ont été déployés en raison des conditions de sécurité, qui n'ont pas permis à la Force de revenir aux positions qu'elle occupait auparavant dans le secteur Bravo, et par un taux moyen de vacance supérieur aux prévisions (36,4 %, contre 26,3 % inscrit au budget). La sous-utilisation des crédits au titre du personnel civil s'explique principalement par le fait que les dépenses communes de personnel international et le montant des traitements du personnel recruté sur le plan national ont été moins élevés que prévu, compensée en partie par

des dépenses communes de personnel recruté sur le plan national plus élevées que prévu, du fait de la réinstallation de 15 membres du personnel recrutés sur le plan national, et un taux moyen effectif de vacance de postes de 2,1 %, contre un taux budgétisé de 5,0 %.

6. Le dépassement de crédits au titre des dépenses opérationnelles concerne les catégories suivantes :

a) Voyages (376 800 dollars), du fait des déplacements effectués du secteur Alpha au secteur Bravo, et de ceux effectués à des fins de formation, les activités en la matière ayant été perturbées au cours de l'exercice 2014/15 en raison du transfert du Camp Faouar (ibid., par. 33);

b) Installations et infrastructures (2 252 000 dollars), en raison : i) du renforcement des sept postes de la Force, des deux postes d'observation et du Camp Ziouani; ii) de l'achat des installations préfabriquées, du matériel d'hébergement et du matériel de génie requis pour la construction de la position 12A, l'hébergement de 100 membres des contingents et l'extension des installations de restauration du Camp Ziouani; iii) de la location de locaux commerciaux pour le quartier général de la Force au Yafour et son bureau administratif à Mazzé. Le dépassement de crédits est partiellement compensé par des ressources moins élevées que prévu pour les équipements collectifs, l'élimination des déchets, les carburants et lubrifiants pour les groupes électrogènes et au titre des services d'aménagement et de rénovation, moins de contingents que prévu ayant été déployés (ibid., par. 34);

c) Santé (132 500 dollars), en raison de coûts plus élevés que prévu pour les services, le matériel et les fournitures médicaux résultant d'une hausse des tarifs dans le secteur Alpha, ainsi que d'une augmentation du nombre des urgences médicales aiguës, du fait de la détérioration des conditions de sécurité dans la région (ibid., par. 37);

d) Fournitures, services et matériel divers (963 600 dollars) en raison : i) de frais de transport supérieurs aux prévisions, la Force ayant dû opérer à partir de deux ports (Haïfa et Beyrouth), et du volume des marchandises reçues, plus élevé que prévu; ii) de l'engagement de vacataires pour la mise en service du module 5 dans Umoja, de l'engagement à titre temporaire de travailleurs qualifiés chargés d'effectuer des travaux d'entretien au Camp Ziouani, et de l'engagement de vacataires pour les activités de fret; iii) des frais engagés pour former les membres du personnel militaire à la conduite d'autoneiges en région montagneuse, compte tenu des opérations que mène la Force au mont Hermon; iv) des pertes de change dues à l'instabilité des marchés (ibid., par. 38).

7. Le Secrétaire général indique que, durant l'exercice 2015/16, l'objectif de la FNUOD était de réintégrer totalement la zone de séparation, mais que les conditions de sécurité sur le terrain n'ont pas été propices à un tel redéploiement. En outre, à la suite d'une atteinte à la sécurité, les fonctions du quartier général de la Force qui étaient provisoirement installées à Damas ont été transférées au Yafour et son bureau des services administratifs à Mazzé, sur la base des recommandations formulées à l'issue d'une évaluation des risques de sécurité réalisée par l'équipe de coordination du dispositif de sécurité et son agent habilité. Le Secrétaire général précise que ce transfert a posé d'importantes difficultés logistiques, dans la mesure où il a concerné la majeure partie du personnel civil et militaire du quartier général chargé de la gestion des opérations de la Force. Il précise également que la Force a

commencé à regagner le Camp Faouar en novembre 2016 (voir [A/71/781](#), résumé, et par. 9 et 17 ci-dessous).

8. On trouvera dans les paragraphes suivants, relatifs au projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, les observations et recommandations du Comité consultatif sur les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget concernant les divers objets de dépense.

Questions liées au rapport du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016

9. Le Comité consultatif a également examiné le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2016 ([A/71/5 \(Vol. II\)](#), chap. II). En ce qui concerne la FNUOD, le Comité des commissaires aux comptes a constaté notamment qu'en août 2016, date de l'audit, 82 biens durables sur 93 n'étaient pas utilisés. De même, 215 articles autres que du matériel informatique et de communications, d'une valeur estimée à 1,49 million de dollars, étaient restés inutilisés pendant des périodes allant de 8 à 56 mois (*ibid.*, par. 126). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les importants stocks inutilisés étaient conservés en prévision du retour progressif au Camp Faouar, et que la Force ayant commencé à regagner le Camp Faouar en novembre 2016, tout ce matériel avait été utilisé, à l'exception des stocks destinés à l'entretien du matériel.

10. Le Comité des commissaires aux comptes a également constaté que le poste de spécialiste des questions d'environnement était resté vacant dans plusieurs missions de maintien de la paix¹ (*ibid.*, par. 332). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'il n'y avait pas eu de poste de spécialiste des questions d'environnement créé à la FNUOD, la Force ayant dû déménager à plusieurs reprises depuis septembre 2014 en raison de la détérioration des conditions de sécurité dans la zone d'opérations. Il a également été informé que la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) déploierait une équipe chargée d'appuyer la mise en œuvre du Plan d'action pour l'environnement de la Force. **Le Comité consultatif espère que les efforts se poursuivront pour atténuer l'impact écologique global de la FNUOD, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans sa résolution 69/307.** Il formule d'autres observations sur les questions environnementales qui touchent aux opérations de maintien de la paix en général dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)).

III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

11. Le Comité consultatif a été informé qu'au 14 février 2017, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la Force depuis sa création s'établissait à 1 979 405 000 dollars. Les paiements reçus jusqu'à cette date

¹ Le Comité des commissaires aux comptes a constaté que le poste de spécialiste des questions d'environnement était vacant à la FNUOD, à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, à la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, au Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan et à l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

s'élevaient à 1 947 332 000 dollars, le montant restant dû s'élevant donc à 32 073 000 dollars. Au 13 février 2017, le solde de trésorerie de la Force se montait à 14 083 000 dollars. Une fois prise en considération la réserve de trésorerie correspondant à trois mois de dépenses, soit 10 841 000 dollars, le solde restant, de 3 242 000 dollars, permettrait de rembourser les pays fournisseurs de contingents le 17 mars 2017.

12. En outre, le Comité consultatif a été informé que le solde restant dû au titre du matériel appartenant aux contingents s'élevait à 697 000 dollars au 31 décembre 2016. En ce qui concerne les indemnités payables en cas de décès ou d'invalidité, au 31 janvier 2017, 178 demandes d'indemnisation avaient donné lieu à des versements d'un montant total de 5 477 000 dollars depuis la création de la Force. Il n'y avait aucune demande en instance de règlement à cette date.

13. Le Comité consultatif a reçu un tableau des dépenses effectives et du montant estimatif des dépenses de l'exercice 2016/17, assorti d'explications concernant les écarts. Au 31 janvier 2017, le montant des dépenses s'élevait à 33 825 000 dollars, alors que celui des dépenses prévues pour l'exercice s'établissait à 56 898 100 dollars et celui des crédits ouverts s'établissait à 47 714 100 dollars, soit un dépassement des coûts de 9 184 000 dollars. Le Comité a été informé que le dépassement de crédits à ce jour était lié au fait que le personnel et les opérations regagnaient le Camp Faouar, et aux activités qui y étaient liées dans les domaines des transports terrestres (acquisition d'une grue), les transports maritimes ou fluviaux (acquisition de conteneurs maritimes), de l'informatique et des communications (achat du matériel correspondant), et des fournitures, services et matériel divers (rétablissement des installations militaires et civiles).

14. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 janvier 2017, le tableau des effectifs civils et militaires de la Force s'établissait comme suit :

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif autorisé</i>	<i>Effectif déployé</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>
Contingents ^a	1 250	830	33.6
Personnel recruté sur le plan international	42	40	4.8
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	88	86	2.3
Emplois de temporaire recruté sur le plan international	8	6	25.0

^a Niveau le plus élevé de l'exercice.

15. En ce qui concerne le retour au Camp Faouar pendant l'exercice en cours, le Secrétaire général a fait savoir, dans une lettre datée du 10 février 2017 qu'il a adressée au Comité consultatif, que le budget approuvé pour la période considérée ne prévoyait pas de ressources à cette fin. Dans la lettre, le Secrétaire général demandait au Comité d'approuver des engagements pour couvrir les dépenses supplémentaires de personnel militaire et civil, ainsi que les dépenses opérationnelles associées, jusqu'au 30 juin 2017. Avant de terminer le présent rapport, le Comité a approuvé des engagements d'un montant ne dépassant pas 8 829 400 dollars pour financer les dépenses supplémentaires de la FNUOD en rapport avec le retour au Camp Faouar jusqu'au 30 juin 2017, le montant total des

ressources disponibles étant d'environ 56,54 millions de dollars pour l'exercice en cours. **Le Comité consultatif compte que des renseignements détaillés sur les dépenses en lien avec les autorisations d'engagement de dépenses susmentionnées seront inclus dans le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 2016/17.**

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018

A. Mandat et résultats attendus

16. On trouve aux paragraphes 1 à 17 du rapport du Secrétaire général sur le budget de la FNUOD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 (A/71/781) un aperçu du mandat et des résultats attendus de la FNUOD, dont le mandat a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 350 (1974) et reconduit plusieurs fois, la prorogation la plus récente, décidée dans la résolution 2330 (2016), allant jusqu'au 30 juin 2017. Le Secrétaire général indique que la Force a pour mandat de maintenir la zone de séparation et de surveiller les zones de limitation qui ont été décidées dans l'Accord sur le désengagement des forces israéliennes et syriennes, signé en mai 1974, et de continuer de surveiller la zone de séparation et la ligne de cessez-le-feu.

17. La Force conservera ses fonctions de quartier général temporaire au Yafour, son bureau administratif à Mazzé (secteur de Damas) et sa base d'opérations dans les Camps Ziouani et Faouar. Elle conservera également ses neuf positions militaires situées dans la zone de séparation. Le Secrétaire général indique par ailleurs que la principale priorité, au cours de l'exercice 2017/18, sera la rénovation de Camp Faouar, que la Force réintègrera dans le secteur Bravo. La Force compte également déployer 14 véhicules blindés de transport de troupes supplémentaires, en soutien aux opérations dans le secteur Bravo, et elle prévoit de renforcer la surveillance et d'améliorer l'appréciation de la situation grâce au déploiement de matériel connexe.

18. Le Secrétaire général indique également que la Force continuera de coopérer au niveau régional avec la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) et d'apporter un appui aux observateurs militaires de l'Organisme intégrés à son groupe d'observateurs au Golan et au bureau de liaison de l'ONUST à Damas (voir par. 43 et 44). La FNUOD continuera également de fournir un appui au Bureau de l'Envoyé spécial pour la Syrie à Damas.

B. Montant des ressources demandées

19. Le budget proposé pour la FNUOD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, qui couvre le déploiement de 1 250 militaires, 43 fonctionnaires recrutés sur le plan international (dont 10 occupant des emplois de temporaire) et 82 agents recrutés sur le plan national s'établit à un montant brut de 62 276 000 dollars (montant net : 60 887 800 dollars), ce qui représente une augmentation de 14 561 900 dollars, soit 30,5 % du montant brut du crédit ouvert pour l'exercice 2016/17 (47 714 100 dollars). On trouvera à la section II du rapport

du Secrétaire général sur le budget les ressources financières nécessaires (A/71/781).

20. On trouvera à la section III du rapport du Secrétaire général sur le budget une analyse des variations.

21. L'augmentation des crédits demandés pour la FNUOD pour l'exercice 2017/18 s'explique principalement par :

a) Les contingents (6 414 000 dollars), en raison de : i) l'application d'un taux de vacance de 31,2 % pour le calcul des dépenses liées aux membres des contingents, contre 42,4 % dans le budget approuvé pour l'exercice 2016/17, du fait du retour de la Force au Camp Faouar et de la réintégration de deux positions qu'elle occupait précédemment dans le secteur Bravo; ii) l'utilisation de 14 véhicules blindés de transport de troupes supplémentaires appartenant aux contingents; iii) l'application d'une indemnité de subsistance (missions) sans charge de famille de 145 dollars par jour (voir par. 24) contre 199 dollars par jour au cours des 30 premiers jours du déploiement et 99 dollars ensuite pour l'exercice 2016/17; iv) l'augmentation du coût des rations, compte tenu de la réduction du taux de vacance proposée et de la hausse des effectifs devant être déployés au Camp Faouar, pour lequel le coût unitaire des rations est supérieur à celui du secteur Alpha; et v) des taux standard de remboursement au titre du matériel majeur et du soutien logistique autonome, s'élevant à 4 734 800 dollars (ibid., par. 33 et 40);

b) Les emplois de temporaire (311 900 dollars), en raison de la création proposée de deux emplois à la Section de la sécurité (1 P-3 et 1 agent du Service mobile) (ibid., par. 42);

c) Les voyages (126 300 dollars), au titre de l'augmentation prévue du nombre de déplacements entre les secteurs Alpha et Bravo, en prévision du retour de la Force au Camp Faouar (ibid., par. 43);

d) Les installations et les infrastructures (5 884 800 dollars) en vue : i) de l'achat de matériel de sûreté et de sécurité destiné au Camp Faouar et du renforcement de la présence de la Force dans le secteur Bravo; ii) de services d'aménagement et de rénovation du Camp Faouar et de deux emplois, ainsi que de l'acquisition de matériel de génie et de systèmes de traitement des eaux; iii) de l'augmentation attendue de la consommation de carburant par les groupes électrogènes, qui est passée à 1 558 700 litres pour l'exercice 2017/18, contre 392 194 litres pour l'exercice 2016/17 (ibid., par. 44);

e) Les transports terrestres (430 600 dollars) en raison : i) de la hausse attendue de la consommation de carburant (1 197 300 litres ayant été prévus au budget contre les 389 189 inscrits en 2016/17, à la suite de l'augmentation du nombre prévu de convois et de la circulation dans le cadre du retour au Camp Faouar; ii) du remplacement d'un camion frigorifique qui sera déployé dans le secteur Bravo (ibid., par. 45);

f) Les communications (319 400 dollars) en vue de l'acquisition de pièces de matériel de transmissions pour le Camp Faouar (ibid., par. 46);

g) L'informatique (746 300 dollars) en vue de matériel connexe pour le Camp Faouar (équipement de réseau fixe et licences logicielles) (ibid., par. 47);

h) Les fournitures, services et matériel divers (613 000 dollars) nécessaires pour couvrir les coûts de fret du matériel et des fournitures destinées à la sûreté et à la sécurité, aux travaux d'aménagement et de rénovation, ainsi qu'aux communications et à l'informatique dans le cadre du retour au Camp Faouar (ibid., par. 48).

22. L'augmentation des ressources demandées pour la FNUOD au cours de l'exercice 2017/18 est neutralisée par la diminution des ressources demandées au titre du personnel recruté sur le plan national (296 400 dollars) qui tient principalement à la prise en compte, pour le calcul du montant des traitements des agents recrutés sur le plan national, d'un échelon moyen inférieur à ce qui avait été appliqué en 2016/17 (ibid., par. 41).

1. Effectifs militaires

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif proposé 2016/17</i>	<i>Effectif approuvé 2017/18</i>
Contingents	1 250	1 250

23. Les ressources jugées nécessaires au titre de l'effectif militaire pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 se montent à 28 766 200 dollars, ce qui représente une augmentation de 6 414 000 dollars, soit 28,7 %, contre le montant alloué en 2016/17. Comme indiqué au paragraphe 21 a), l'augmentation découle principalement d'un taux de vacance plus bas, du déploiement de 14 véhicules blindés de transport de troupes supplémentaires appartenant aux contingents, d'une hausse du coût des rations et de l'application d'une indemnité de subsistance (missions) par jour.

24. En ce qui concerne l'indemnité de subsistance (missions), le taux appliqué aux contingents est de 145 dollars par rapport aux taux appliqués lors des exercices précédents, à savoir 199 dollars par jour au cours des 30 premiers jours du déploiement et 99 dollars ensuite. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'il n'existait précédemment aucune indemnité de subsistance (missions) dans le secteur Alpha et que celle-ci n'avait été introduite qu'à compter du 1^{er} novembre 2015 à la suite du transfert de personnel à titre provisoire. Le Comité a également été informé que l'indemnité de subsistance (missions) pour le secteur Bravo avait été harmonisée par la suite avec celle du secteur Alpha à partir du 1^{er} octobre 2016, compte tenu des difficultés opérationnelles suscitées par les déplacements fréquents du personnel dans la zone d'opérations de la FNUOD.

25. Le Comité consultatif recommande que les crédits demandés au titre de l'effectif militaire soient approuvés.

2. Effectif civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé 2016/17</i>	<i>Effectif proposé 2017/18</i>
Personnel recruté sur le plan international	42	43
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	88	82

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé 2016/17</i>	<i>Effectif proposé 2017/18</i>
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) ^a	8	10

^a Agents recrutés sur le plan international dont les postes sont financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

26. Le montant des dépenses prévues au titre du personnel civil pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 s'élève à 14 347 700 dollars, soit une augmentation de 16 500 dollars (0,1 %) par rapport au montant alloué en 2016/17. L'organigramme envisagé pour la FNUOD au cours de l'exercice 2017/18 est présenté dans le rapport du Secrétaire général sur le budget proposé (ibid., annexe II).

27. Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2017/18 concernant le personnel civil ont été établies en fonction des taux de vacance suivants : 5 % pour le personnel recruté sur le plan international, 2,5 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national et 3 % pour le personnel temporaire recruté sur le plan international (ibid., par. 31). Le Comité consultatif a été informé cependant que les taux de vacance de postes moyens pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 31 janvier 2017 et les taux effectifs au 31 janvier 2017 du personnel temporaire recruté sur le plan international étaient de 25 %. **Le Comité réaffirme son opinion selon laquelle les taux de vacance retenus pour établir les budgets doivent être conformes, dans la mesure du possible, aux taux effectifs. Lorsque les taux retenus pour établir les projets de budget sont différents des taux effectifs au moment de l'établissement du budget, il faut apporter, dans les projets de budget, des éléments qui justifient clairement le choix des taux utilisés (voir A/70/742, par. 45). Prenant en compte les taux de vacance effectifs de la Force s'agissant du personnel temporaire recruté sur le plan international, le Comité recommande l'application des taux de vacance comme suit : a) 25 % pour le maintien des emplois de temporaires recrutés sur le plan international; b) 50 % pour la création d'emplois de temporaires recrutés sur le plan international (voir également par. 30). Le montant correspondant des objets de dépense connexes autres que les postes devrait être ajusté en conséquence. Le Comité s'attend également que tous les postes vacants et emplois de temporaire soient pourvus dans les meilleurs délais.**

28. On trouvera dans l'annexe I au présent rapport un récapitulatif de toutes les modifications qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs. Le Secrétaire général propose une réduction nette de trois postes de temporaire au titre du personnel civil pour en ramener le nombre de 138 en 2016/17 à 135 en 2017/18, comme suit :

a) La création d'un poste de commandant adjoint de la Force (D-1) est proposée au titre de la réintégration du secteur Bravo afin de superviser et d'orienter les activités de la Force sur les plans militaire et de la planification et de faciliter le dialogue entre les parties à l'Accord sur le désengagement des forces. Le Secrétaire général indique également que la proposition visant à créer un poste de classe D-1 est conforme à la politique des Nations Unies relative à l'autorité, le commandement et le contrôle, la nature militaire de cette fonction exigeant un officier expérimenté et qualifié qui puisse assumer les responsabilités d'officier traitant en tant que de besoin (voir A/71/781, par. 20);

b) La suppression de six postes d'agent des services généraux recrutés sur le plan national, du fait de leur sous-utilisation constante, comme suit : i) deux postes d'assistant (gestion des installations); ii) un poste de plombier; iii) un poste de menuisier; iv) un poste de mécanicien (groupes électrogènes); et v) un poste de technicien véhicules (ibid., par. 27 et 28).

29. Le Secrétaire général propose également la création de deux postes de temporaire au titre des agents des services généraux, comme suit :

a) Un poste d'analyste des informations sur la sécurité (P-3) qui examinera les risques susceptibles de menacer la sécurité et la sûreté de l'ensemble du personnel des Nations Unies;

b) Un poste d'assistant à la sécurité (agent du Service mobile) qui assurera le transport en toute sécurité du personnel, des biens et des fournisseurs commerciaux à destination et en provenance du Camp Faouar, tous les jours (ibid., par. 26).

30. S'agissant de la création proposée du poste de commandant adjoint de la Force (D-1), le Comité consultatif a été informé, comme suite à ses questions, qu'il avait prévu que tout titulaire potentiel serait un officier en service actif, recruté en vertu d'un contrat civil et que cet arrangement serait conforme à la politique relative à l'autorité, au commandement et au contrôle promulguée par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions. Le Comité a également été informé que du fait de la situation en République arabe syrienne, le commandant de la Force et son adjoint étaient tenus d'accomplir des fonctions de liaison essentielles avec les deux parties à l'Accord sur le désengagement. Ces rôles et responsabilités supplémentaires n'avaient pas été prévus lorsque la tâche de commandant adjoint de la Force était exercée par un officier d'état-major faisant partie du contingent, dont les services s'échelonnaient de 6 à 12 mois. Par ailleurs, un commandant adjoint de la Force occupant un poste civil serait en mesure d'assumer le rôle et les fonctions d'un officier traitant et de commandant de la Force, en l'absence de ce dernier. Le Comité a été informé en outre que la diminution dans la même proportion d'un poste d'officier d'état-major (auquel on avait confié le rôle de commandant adjoint de la Force) au titre des contingents n'était pas envisagée pour le moment, compte tenu des responsabilités associées au retour de la Force dans le secteur Bravo.

Personnel temporaire (autre que pour les réunions)

31. Le montant des dépenses prévues au titre du personnel civil pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 comprend un montant de 2 054 000 dollars au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions), reflétant une augmentation de 311 900 dollars (17,9 %) dans le montant inscrit en 2016/17 dans cette catégorie.

32. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les dépenses prévues au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) comprenaient des ressources pour un total de 10 emplois de temporaire, dont 8 avaient déjà été créés (et dont la liste avait été communiquée au Comité à sa demande) et 2, comme indiqué plus haut, étaient proposés pour l'exercice 2017/18. **Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de veiller à ce que tous les emplois de temporaire, y compris ceux qui sont reconduits, soient justifiés dans les futures propositions budgétaires.** Le Comité prévoit de formuler de nouvelles observations sur la

question du personnel temporaire (autre que pour les réunions) dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (A/71/836).

33. S'agissant de la proposition de créer un emploi d'assistant à la sécurité (agent du Service mobile), au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) et en réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que cet emploi avait été inscrit dans le montant total des ressources à prévoir dans la demande susmentionnée, durant l'exercice 2016-17. Le Comité a également été informé que le Secrétaire général proposait des ressources en vue du maintien de cet emploi en 2017/18.

34. S'agissant de la création proposée, également au titre du personnel temporaire, d'un emploi d'analyste des informations sur la sécurité (P-3), ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que le transport de biens et de personnel entre Damas et le Camp Faouar au cours de la période de réaménagement de ce dernier nécessiterait un renforcement de l'appui à la sécurité et, partant, un resserrement de la coordination et de l'analyse de la sécurité entre les composantes militaires et civiles.

35. Sous réserve des observations et recommandations qu'il a formulées au paragraphe 28, le Comité consultatif recommande que les changements apportés aux effectifs et les ressources demandées au titre du personnel civil soient approuvés.

3. Dépenses opérationnelles

(En dollars des États-Unis)

	<i>Montant approuvé 2016/17</i>	<i>Montant proposé 2017/18</i>	<i>Variation</i>
Dépenses opérationnelles	11 030 700	19 162 100	8 131 400

37. Le montant estimatif des dépenses opérationnelles pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 s'élève à 19 162 100 dollars, soit 8 131 400 dollars (73,7 %) de plus que le montant alloué pour 2016/17. L'augmentation des ressources demandées au titre de plusieurs catégories s'explique principalement par le retour de la Force au Camp Faouar (voir également par. 15 et 18 ci-dessus).

Voyages

38. Le projet de budget prévoit au titre des voyages un montant de 756 000 dollars, soit une augmentation de 126 300 dollars (20,1 %), par rapport aux crédits ouverts en 2016/17. Le Comité consultatif a été informé que les ressources prévues comprenaient un montant de 209 000 dollars pour 398 voyages à l'extérieur de la zone de la mission, notamment des visites dans les pays voisins et au Siège à New York, en équipes composées de plus de cinq fonctionnaires à certaines occasions. En outre, le Comité a demandé, sans obtenir de réponse, une ventilation détaillée des voyages en dehors de la zone de la mission justifiant les dépenses connexes, et souligne que ces informations doivent lui être communiquées systématiquement. **Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de réduire de 20 900 de**

dollars (10 %) les dépenses prévues au titre des voyages à l'extérieur de la mission (voir également A/71/845).

Installations et infrastructures

39. Le projet de budget prévoit au titre des installations et infrastructures un montant de 11 733 700 dollars, soit une augmentation de 5 884 800 dollars (100,6 %) par rapport aux crédits ouverts en 2016/17.

40. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a obtenu un tableau indiquant que la Force prévoyait un montant de 5 015 000 dollars destiné à financer 31 projets d'aménagement et de rénovation² et l'appui technique connexe liés au retour au Camp Faouar pendant les exercices 2016/17 et 2017/18 (voir annexe II au présent rapport). Pour l'exercice 2016/17, 11 projets menés au Camp Faouar n'avaient pas été prévus dans le budget approuvé et un montant de 1 545 000 dollars a été présenté à cette fin dans la demande d'engagement de dépenses susmentionnée, 626 000 dollars ayant été dépensés au 31 janvier 2017. Au titre du projet de budget pour l'exercice 2017/18, un montant de 3 470 000 dollars est demandé pour l'exécution de 21 projets et l'appui technique nécessaire. **Tout en reconnaissant les mesures considérables prises pour rénover et reconstruire le Camp Faouar, le Comité consultatif est d'avis que, compte tenu de l'évolution des dépenses observée, il serait vain de s'attendre à ce que tous les projets d'aménagement et de rénovation envisagés soient achevés au cours de l'exercice budgétaire 2017/18. Il recommande donc de réduire de 347 000 dollars (10 %) les dépenses prévues au titre des services d'aménagement et de rénovation des installations et infrastructures.**

Transports terrestres

41. Le projet de budget prévoit au titre des transports terrestres un montant de 2 154 600 dollars, soit une augmentation de 430 600 dollars (25 %), par rapport aux crédits ouverts en 2016/17.

42. Le Comité consultatif a été informé qu'au 30 juin 2018, 141 véhicules légers en tout seraient utilisés par 1 397 membres du personnel civil et militaire, le nombre d'utilisateurs par véhicule allant de 1 à 11,2 utilisateurs, selon la catégorie de personnel concerné. Il a aussi été informé que la flotte comprenait également trois véhicules légers réservés à l'usage exclusif de six officiers d'état-major du Groupe d'observateurs au Golan de l'ONUST affectés à la Force. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que ces trois véhicules étaient fournis aux officiers d'état-major de l'ONUST pour leur permettre de s'acquitter de leurs fonctions au sein de la FNUOD et du Groupe d'observateurs. Il a également été informé qu'aucun accord de partage des coûts n'avait été mis en place entre l'ONUST et la Force, bien que les dépenses de carburant pour les trois véhicules soient recouvrées par cette dernière et enregistrées comme recettes accessoires, qui se chiffraient à 6 230 dollars pour l'exercice 2015/16.

43. Le Comité consultatif souligne qu'il importe que les missions de maintien de la paix des Nations Unies et d'autres entités dans la région coopèrent en matière de partage et de remboursement des coûts chaque fois que possible. En ce qui concerne l'appui fourni à l'ONUST en particulier, le Comité

² Un projet a été lancé en 2016/17 et devrait se poursuivre en 2017/18.

recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de veiller à ce que les véhicules utilisés par d'autres missions ou entités soient fournis sur la base du remboursement de leur coût intégral, et que toutes les dépenses connexes soient inscrites au budget en conséquence.

44. Sous réserve des observations et recommandations qu'il a formulées ci-dessus aux paragraphes 39, 41 et 44, le Comité consultatif recommande d'approuver les ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles.

Questions diverses

Bureau d'appui commun de Koweït

45. Le Secrétaire général indique que le Bureau d'appui commun de Koweït traite les états de paie du personnel recruté sur le plan national de la FNUOD depuis novembre 2016 et que, dans le cadre de la centralisation des services chargés des états de paie et autres prestations, un poste d'assistant aux finances (agent des services généraux recruté sur le plan national) de la FNUOD a été transféré à Koweït. Cet arrangement provisoire restera en vigueur en attendant que l'Assemblée générale se prononce plus largement sur le dispositif de prestation de services centralisée (voir [A/71/781](#), par. 29). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'à ce jour, le Bureau d'appui commun au Koweït traitait les états de paie et les prestations des officiers d'état-major de la Force recrutés sur le plan national sans interruption.

46. **Bien qu'il ne s'oppose pas à la mise en place d'un arrangement provisoire pour faciliter la mise en service d'Umoja, le Comité consultatif rappelle que, conformément à la résolution 70/248 de l'Assemblée générale, tout changement apporté au dispositif actuel et futur de prestation de services doit être approuvé par cette dernière (voir [A/71/595](#), par. 52 à 55).** Le Comité entend communiquer d'autres observations sur la question de la centralisation des services des états de paie au Bureau d'appui commun de Koweït dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en général ([A/71/836](#)).

Gains d'efficacité attribuables à la mise en service d'Umoja

47. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé par le Secrétariat que les gains d'efficacité attribuables à la mise en service d'Umoja avaient aidé la Force à faire des économies d'un montant de 299 600 dollars pour l'exercice 2015/16 et de 744 300 dollars pour l'exercice 2016/17. Le Comité note qu'aucune possibilité d'économies particulière n'a été recensée dans le projet de budget pour l'exercice 2017/18. Il entend communiquer d'autres observations sur la question d'Umoja dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en général ([A/71/836](#)).

V. Conclusion

48. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre en ce qui concerne le financement de la FNUOD pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 figurent au paragraphe 39 du rapport sur l'exécution du budget ([A/71/631](#)). **Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé de 638 600**

dollars pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016, ainsi que les autres recettes et ajustements d'un montant de 1 996 300 dollars soient portés au crédit des États Membres.

49. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre en ce qui concerne le financement de la Force pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 sont énoncées au paragraphe 49 du projet de budget ([A/71/781](#)). **Compte tenu des recommandations formulées aux paragraphes 28, 38, 40 et 43 ci-dessus, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant de 61 378 700 dollars aux fins du fonctionnement de la Force pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, si le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Force au-delà du 30 juin 2017.**

Documentation

- Exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 ([A/71/631](#))
- Budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 ([A/71/781](#))
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 ([A/70/742/Add.1](#))
- Rapport financier et états financiers vérifiés de l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 et rapport du Comité des commissaires aux comptes, volume II, Opérations de maintien de la paix des Nations Unies [([A/71/5 \(Vol. II\)](#)), chap. II]
- Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix et rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2016 ([A/71/845](#))
- Résolutions [2294 \(2016\)](#) et [2330 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité
- Résolution [70/279](#) de l'Assemblée générale sur le financement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement

Annexe I

Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement : Récapitulatif des modifications de tableau d'effectif proposées

1^{er} juillet 2017-30 juin 2018

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
Composante 1 : opérations					
Bureau du commandant de la Force, Chef de la mission	+1	D-1	Commandant adjoint de la Force	Création	
Variation nette	+1				
Composante 2 : appui					
Section de la sécurité	+1	P-3	Analyste des informations sur la sécurité	Création	
	+1	SM	Assistant à la sécurité	Création	
Variation nette	+2				
Section du génie	-2	GN	Assistant (gestion des installations)	Suppression	
	-1	GN	Plombier	Suppression	
	-1	GN	Menuisier	Suppression	
	-1	GN	Mécanicien (groupes électrogènes)	Suppression	
Variation nette	-5				
Section des transports	-1	GN	Technicien automobile	Suppression	
Variation nette	-1				
Total général					
Poste soumis à recrutement international	+1				
Postes soumis à recrutement national	-6				
Emplois de temporaire	+2				
Total	-3				

Abréviations : GN = agent des services généraux recruté sur le plan national; SM = agent du Service mobile.

Annexe II

**Force des Nations Unies chargée d'observer
le désengagement : projets d'aménagement et de rénovation
pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017
et pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018**

(En dollars des États-Unis)

<i>Description du projet</i>	<i>Lieu</i>	<i>Prévision de dépenses pour 2016/17^a</i>	<i>Dépenses au 31 janvier 2017</i>	<i>Prévision de dépenses pour 2017/18</i>	<i>Coût total</i>
Protection des forces/murs pare-éclats en T	Camp Faouar	400 000	150 000	300 000	700 000
Remise en état des systèmes d'alimentation	Camp Faouar	525 000	—	—	525 000
Remise en état des systèmes d'eau	Camp Faouar	120 000	120 000	—	120 000
Atelier du génie	Camp Faouar	100 000	30 000	—	100 000
Restauration de la connectivité	Camp Faouar	10 000	10 000	—	10 000
Installation de câbles pour les communications et l'informatique	Camp Faouar	40 000	40 000	—	40 000
Remise en état de l'hôpital de niveau 1	Camp Faouar	40 000	128 000	—	40 000
Remise en état du gymnase et d'une cuisine temporaire	Camp Faouar	30 000	30 000	—	30 000
Remise en état du bâtiment 60	Camp Faouar	60 000	18 000	—	60 000
Remise en état du quartier général militaire	Camp Faouar	120 000	—	—	120 000
Atelier de transport	Camp Faouar	100 000	100 000	—	100 000
Remise en état de 8 abris fortifiés (S102, S103, S7, S11, S3, S2, S12 et S104)	Camp Faouar	—	—	120 000	120 000
Remise en état du bâtiment 53	Camp Faouar	—	—	150 000	150 000
Remise en état de plusieurs bureaux	Camp Faouar	—	—	250 000	250 000
Remise en état des bâtiments 121, 122 et 123	Camp Faouar	—	—	150 000	150 000
Station de ravitaillement en carburant	Camp Faouar	—	—	300 000	300 000
Remise en état du système de traitement des eaux usées	Camp Faouar	—	—	200 000	200 000
Rénovation des surfaces goudronnées au Camp Faouar	Camp Faouar	—	—	200 000	200 000
Remise en état des positions 71 et 72	Camp Faouar	—	—	80 000	80 000
Remise en état des bâtiments 118, 150, 147, 146 et 112	Camp Faouar	—	—	250 000	250 000
Remise en état des bâtiments 151, 152 et 153	Camp Faouar	—	—	90 000	90 000
Remise en état des bâtiments 103, 102, 108 et 108A	Camp Faouar	—	—	120 000	120 000
Remise en état des bâtiments 124 et 125	Camp Faouar	—	—	200 000	200 000
Remise en état des bâtiments 131, 130, 110 et 129	Camp Faouar	—	—	100 000	100 000
Remise en état des bâtiments 126, 130 et 62	Camp Faouar	—	—	60 000	60 000
Remise en état des bâtiments 133, 132, 128, 127 et 135	Camp Faouar	—	—	200 000	200 000

<i>Description du projet</i>	<i>Lieu</i>	<i>Prévision de dépenses pour 2016/17^a</i>	<i>Dépenses au 31 janvier 2017</i>	<i>Prévision de dépenses pour 2017/18</i>	<i>Coût total</i>
Remise en état des bâtiments 141, 144 et 145	Camp Faouar	—	—	120 000	120 000
Remise en état des bâtiments 140, 134 et 139	Camp Faouar	—	—	90 000	90 000
Remise en état du bâtiment 30	Camp Faouar	—	—	50 000	50 000
Remise en état des bâtiments 136, 137 et 168	Camp Faouar	—	—	90 000	90 000
Livraison de béton et de ciment	Camp Faouar	—	—	100 000	100 000
Appui technique	Camp Faouar	—	—	250 000	250 000
Total		1 545 000	626 000	3 470 000	5 015 000

^a Aucun de ces projets n'était prévu dans le budget approuvé pour l'exercice 2016/17; leur financement s'inscrit dans le cadre de la demande d'autorisation d'engagement de dépenses.